

Déclaration liminaire de la FSU au CTSD du 24 mars 2021 :

Nous sommes las de dire que la situation continue de se dégrader dans l'éducation.

Les mesures contenues dans les différents protocoles sanitaires sont insuffisantes, *engendrent des tensions et mettent en difficulté les personnels*. A l'occasion de la mise en œuvre des tests salivaires dans les écoles, des données personnelles (numéro de sécurité sociale) ont été collectées. La FSU a alerté le ministère sur le fichage et la conservation de ces données sensibles.

Concernant la campagne de vaccination, alors que le ministre de l'Éducation Nationale avait parlé d'une vaccination en mars, aucun calendrier n'est disponible, *aucune modalité n'est donnée aux personnels*. La FSU voudrait des réponses sur la stratégie de vaccination dans l'Éducation Nationale. C'est sur France Inter que nous apprenons ce matin que les enseignant.es pourraient être vacciné.es mi-avril. C'est par un média et au conditionnel.

Nous voulons travailler à une amélioration de la scolarité de tou-tes les élèves et étudiant-es « quoiqu'il en coûte ». C'est pourquoi il est indispensable de dédier des moyens financiers et humains pour lutter contre le décrochage scolaire et rattraper les retards des élèves imputables à la crise sanitaire. Or, le ministre persiste, en dépit du covid à *imposer ses réformes tous azimuts*, pourtant toujours très contestées par les personnels. Il évoque souvent les plus fragiles mais quand le masque tombe, il garde le cap pour chambouler l'Éducation Nationale dans ses fondements. **Tous les leviers sont ainsi utilisés dans la période pour accélérer la transformation en profondeur du système éducatif avant la fin du quinquennat** : le recrutement, la formation des enseignant-es, qu'elle soit initiale ou continue, tout comme la certification des formatrices, sont orientés vers les « fondamentaux » ministériels et le contrôle des pratiques enseignantes, *le profilage des postes en est un des leviers*. Ces atteintes aux métiers vont de pair avec le renoncement à la démocratisation scolaire et à un service public d'éducation à la hauteur des enjeux sur l'ensemble du territoire.

A l'inverse des ces nouvelles contre-réformes, un plan d'urgence est nécessaire et doit être mis en œuvre doté de moyens financiers et humains avec l'installation d'équipes pluri professionnelles complètes dans tous les établissements.

Il est incompréhensible que l'on ne choisisse pas de profiter des baisses globales d'effectifs pour abaisser le nombre d'élèves par classe alors qu'il est reconnu que c'est la mesure la plus efficace pour aider chaque élève.

Lors du dernier CTSD, nous évoquions l'économie de 200 millions d'€ et le cynisme d'un ministre qui prend l'exact contre-pied de ce que réclame la profession. Eh bien aujourd'hui, **ce sont 400 millions qui sont reportés de l'exercice 2020 à celui de 2021 selon le Journal officiel**.

Dans le 1er degré, niant la mobilisation victorieuse en 2019, JM Blanquer met à profit la crise sanitaire et l'épuisement des personnels pour remettre en cause l'organisation historique du 1er degré, en obtenant *un vote du Sénat sur « l'autorité fonctionnelle » des directions d'école*. Pour la FSU, ce vote détruit le fonctionnement collectif de l'école. **La FSU mobilisera les membres de la communauté éducative pour s'opposer à cette proposition de loi avant le réexamen du texte à l'Assemblée**. Il en est de même de la loi visant à externaliser le sport.

La FSU s'oppose aux finalités et aux modalités annoncées de l'évaluation des écoles et établissements scolaires.

Hier une centaine de collègues ont manifesté devant la DSDEN et de nombreux collègues étaient en grève dans les collèges et lycées du département pour dire leur rejet d'une préparation de rentrée qui **détruit 39 postes d'enseignants dans les collèges et lycées du département**.

Vous avez, Madame la Directrice, reçu en audience trois collègues représentant des lycées du département, mais la FSU tient à signaler que les collègues de collèges étaient mobilisés également et restent fortement mécontents des conditions qui s'annoncent pour la rentrée.

La pression sur les heures supplémentaires, et la multiplication des compléments de service sont, avec les suppressions de postes, les principales raisons qui motivent nos collègues à protester.

Dans certaines disciplines, nous risquons de vivre à la rentrée une situation totalement absurde où l'administration paiera des TZR inoccupés alors que dans le même temps des collègues seront accablés d'heures supplémentaires. Comment comprendre une telle mise en difficulté du second degré après deux années scolaires marquées par la crise sanitaire ?

Quelle est cette politique de priorité au primaire qui confond rattrapage nécessaire avec répartition de la pénurie ?

Depuis plusieurs jours nous sommes interpellés par des collègues victimes de mesure de carte scolaire très inquiets quant à leur chance de retrouver un poste fixe. La situation semble tellement critique qu'il n'est pas impossible qu'une carte scolaire d'un autre département vienne disputer, dans la Nièvre, les rares postes offerts au mouvement. L'inquiétude est aussi très grande chez les collègues qui arrivent au mouvement inter car ils perçoivent bien que leur affectation sur poste fixe dans la Nièvre est très compromise. **Comme nous l'avons réclamé hier sous les fenêtres de la DSDEN, il faut que la rentrée se fasse sur d'autres bases et le gouvernement doit en prendre conscience.** Il y va de l'avenir de notre pays.

Concernant, les nouveaux documents fournis pour ce CTSD, la FSU constate qu'aucune amélioration n'apparaît, tant au niveau de l'évolution des postes que des compléments de service. Par contre, certains compléments de service qui viennent d'apparaître visent clairement à faire absorber toujours plus d'heures supplémentaires.